

UNIVERSITÉ DE LA VALLÉE D'AOSTE	Sciences économiques	Gabriella Vernetto
Module 2 - Entraînement à l'exposé oral		8. Utiliser un diaporama

La mondialisation

Lisez les documents suivants, sélectionnez les informations principales et présentez-les selon un plan logique et cohérent à l'aide d'un diaporama.

Document 1 - Le chaînon manquant de la mondialisation, par Geoffrey Garrett

On a parfois tendance à oublier que, entre la fin de la guerre froide et jusqu'au 11 septembre 2001, la politique internationale a été dominée par le débat sur la mondialisation. Ses plus fervents partisans, représentés par le Consensus de Washington (Fonds monétaire international [FMI], Banque mondiale et ministère des finances américain), et par les globe-trotters du Forum économique mondial, sont convaincus que l'intégration des marchés internationaux ne profite pas qu'aux riches, mais que c'est le meilleur moyen pour les pays pauvres de s'enrichir et de subvenir à leurs propres besoins.

Dans le camp adverse, on ne voit dans la mondialisation qu'un moyen pour l'élite internationale de se remplir les poches aux dépens des travailleurs des pays en voie de développement et de la planète en général. Après le 11-Septembre, les discussions sur le partage du butin mondial ont pris une autre dimension. George W. Bush a exprimé son opinion lors du premier anniversaire de l'attaque terroriste : « Le libre-échange et la liberté des marchés ont démontré leur capacité à faire sortir des sociétés entières de la pauvreté ; les Etats-Unis oeuvrent donc à la construction d'un monde qui puisse commercer en toute liberté et devenir ainsi plus prospère. » Cela n'a pas suffi à faire taire les critiques.

M. Bush a-t-il raison d'affirmer qu'un monde qui commerce en toute liberté est voué à « devenir plus prospère » ? Oui... et non. Je pense qu'on peut définir trois « espaces mondialisés » différents, chacun pesant à sa manière sur l'avenir de la politique internationale.

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux ont été bénéfiques à la croissance des Etats-Unis et d'autres pays riches. Ils ont su profiter, dans le cadre de la mondialisation, du développement de l'« économie du savoir », tout en continuant à importer à bas prix biens et services en provenance des pays en voie de développement. Mais comme tout le monde ne possède pas le bagage suffisant pour participer à cette économie du savoir, le fossé entre riches et pauvres au sein même de ces sociétés développées n'a cessé de s'accroître.

Pourtant, les trompettes de la mondialisation continuent de résonner. D'une part, parce qu'il est possible d'offrir des compensations aux perdants tant que les bénéfiques agrégés sont suffisants ; d'autre part, parce que nul ne sait s'il est encore possible de faire rentrer le génie de la mondialisation dans sa bouteille. Quoi qu'il en soit, à chaque nouvelle stagnation de l'économie, la mondialisation s'attire les foudres des déshérités et des hommes politiques fortement tentés de les courtiser à coups de slogans et de mesures démagogiques. Cela n'est pas nouveau, même si la gestion des déchirures sociales causées par ce passage à une économie du savoir sera l'un des principaux défis à relever dans les décennies à venir.

Les pays pauvres qui ont le plus baissé leurs tarifs douaniers sont aussi ceux qui ont connu la plus forte croissance. Le libre-échange a largement profité aux paysans qui vivaient naguère de la terre et qui désormais travaillent dans l'industrie. Ces pays forment le « deuxième espace » de la mondialisation : il comprend approximativement cette moitié de l'humanité dont le revenu moyen par tête est inférieur à 1 000 dollars. Les bénéfiques générés par ces économies sont toutefois restés faibles, et elles ont pâti de la mondialisation sauvage des échanges financiers, tandis que subsistent des questions légitimes concernant le travail des enfants et les conditions de travail en général.

Ces pays doivent en priorité assurer un développement technologique rapide, car c'est lui qui, historiquement, a permis aux sociétés les plus pauvres de rattraper leur retard. Cela ne sera pas une tâche facile étant donné l'importance accordée à la défense de la propriété dans le monde riche. Enfin, les bénéfiques du libre-échange ne se sont pas encore fait sentir pour les pays à revenu moyen (entre 1 000 et

10 000 dollars par tête). Malgré les promesses faites par le Consensus de Washington et par des gouvernements réformistes, la réduction des tarifs douaniers et la libéralisation de la finance n'ont débouché que sur la stagnation économique et sur l'accroissement des inégalités, en particulier en Amérique latine, mais aussi dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. Ces pays constituent le « chaînon manquant de la mondialisation ».

Les partisans du libéralisme répondent à ce décalage entre leurs déclarations et les conséquences réelles de la mondialisation en réclamant la patience. Mais cet optimisme occulte le fait que les marchés mondiaux ont mis les pays à revenu moyen dans une situation d'où ils ne tirent aucun bénéfice, et dont ils auront du mal à s'extirper. Ces économies ne pouvant à l'heure actuelle concurrencer les pays occidentaux, ils ont essayé d'entrer en compétition avec les « petites Chines » de la planète. Cela n'a abouti qu'à faire chuter le salaire de leurs travailleurs sans suffisamment améliorer leur compétitivité.

Plutôt que cette dévalorisation du travail, une mise à niveau technologique serait une bien meilleure stratégie à long terme. En attendant, le coût politique des échecs de la mondialisation dans ces pays est d'ores et déjà énorme et ne fait que grandir. Au moment où l'Union européenne choisit de faire face à ce défi en ouvrant ses portes à de nouveaux membres issus de l'ancien bloc de l'Est, des réactions brutales et démagogiques antimondialisation et antiméricaines sont déjà à l'oeuvre au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique latine. Si les Etats-Unis veulent changer les réalités économiques et politiques au sud de leurs frontières, ils ne peuvent se contenter de nouveaux accords de libre-échange. Ils doivent admettre que ces pays ne peuvent espérer être compétitifs dans le secteur de l'économie du savoir avant que leur niveau d'éducation, leurs infrastructures et leurs droits de propriété soient comparables à ceux des pays occidentaux. Les Etats-Unis et les institutions financières internationales doivent jouer leur rôle dans l'aide au développement « intelligent ».

Telle est aujourd'hui la situation de l'intégration économique mondiale. Les bénéfices de la mondialisation sont réels mais beaucoup moins importants que ce qui avait été promis. Les pays à revenu moyen et les pauvres du monde développé sont pris entre les exigences de réussite dans le domaine de l'économie du savoir et les dures réalités de la compétition avec des pays à très bas salaires.

L'amélioration du sort des perdants de la mondialisation reste un point décisif pour assurer la justice économique et aussi la stabilité politique au niveau mondial. Le refrain des années 1990, entonné en premier par les Etats-Unis, selon lequel l'extension des marchés finira par régler le problème paraît de moins en moins réaliste, et pour beaucoup il relève d'une vaste hypocrisie. Les marchés internationaux sont très efficaces quand il s'agit d'agrandir le gâteau, mais on ne peut ignorer impunément ceux qui doivent faire face aux pertes de revenus et à l'incertitude du lendemain. La quadrature du cercle de la mondialisation sera sans doute difficile à résoudre, mais l'enjeu est considérable.

Document n. 2 - Le BIT passe au crible les faillites et les excès de la mondialisation

« Le potentiel de la mondialisation est immense mais le processus génère des déséquilibres entre pays et à l'intérieur des pays. Pour la vaste majorité des hommes et des femmes, la mondialisation n'a pas répondu à leurs aspirations, simples et légitimes, à un travail décent. » Ces déséquilibres sont « moralement inacceptables et politiquement intenable ». Le rapport sur la dimension sociale de la mondialisation est le premier du genre, publié mardi 24 février par le Bureau international du travail. L'organisation onusienne s'est penchée pendant deux ans sur ce phénomène. Une commission mondiale de vingt-six commissaires a été créée, regroupant politiques, activistes, hommes d'affaires, économistes, syndicalistes. L'initiative est née du constat que le débat public sur la mondialisation était devenu un « dialogue de sourds ».

Le rapport intitulé « Une mondialisation juste » ne remet pas en cause la mondialisation, pas plus qu'il ne lui fait porter le chapeau des malheurs du monde. Le message se veut « critique » mais « positif ». L'objectif, explique Benjamin William Mkapa, président de la Tanzanie, qui, avec la présidente finlandaise, Tarja Halonen, copréside la commission, est d'aider à « sortir de l'impasse actuelle ».

Les commissaires reconnaissent que la mondialisation a favorisé l'ouverture des économies et des sociétés. Qu'elle a encouragé la libéralisation des biens, des idées et des connaissances. En Asie de l'Est, la croissance a permis à plus de 200 millions de personnes de sortir de la pauvreté en une seule décennie. La mondialisation a, par ailleurs, permis l'émergence d'une « véritable conscience planétaire, sensible à l'injustice, la pauvreté, la discrimination, le travail des enfants et la dégradation de l'environnement ».

188 MILLIONS DE CHÔMEURS

En regard de ces progrès, les aspects inquiétants de la mondialisation sont nombreux. Tout semble se conjuguer pour aboutir à une fragilisation sociale. « La mondialisation pousse les entreprises à être plus compétitives, ce qui pèse sur les salaires et entraîne les fusions » et souvent les licenciements. Les privatisations des services publics comme l'eau, l'électricité, les services de santé, imposées par les politiques des pays industrialisés et les institutions internationales (FMI, OMC, etc.) « aggravent la pauvreté ». L'exacerbation de la concurrence mondiale conduit les employeurs à « remplacer des emplois décents par du travail informel, intermittent, à la tâche, sans aucune sécurité ». A l'échelon mondial, le chômage déclaré a augmenté au cours des dix dernières années. En 2003, on dénombrait quelque 188 millions de chômeurs.

L'ouverture des flux de capitaux a rendu le système financier instable et vulnérable. Pour sortir des crises, les thérapies imposées par les organisations internationales, comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, jugées « arrogantes et ignorantes de la situation locale », ont conduit « à amputer le financement de l'éducation et les dépenses sociales ». Sans surprise, l'Afrique paie le plus lourd tribut à ce processus de libéralisation.

Enfin, la mondialisation a favorisé les activités transfrontalières illégales : évasion fiscale, montée en puissance de réseaux criminels, traite des êtres humains, commerce sexuel, trafic de drogues.

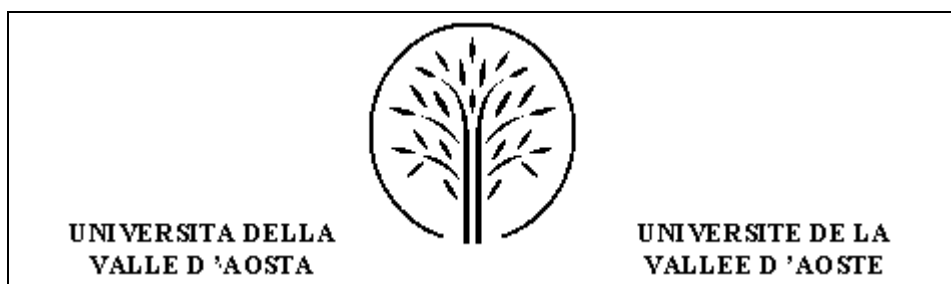
CARENCE DE GOUVERNANCE

Le rapport, nourri de nombreux dialogues dans les cinq continents, l'affirme pourtant : les problèmes identifiés ne sont pas dus à la mondialisation elle-même mais aux carences de sa gouvernance. « Il existe un grave déficit démocratique au coeur du système », dit le rapport. « Les marchés mondiaux se sont développés sans que se développent parallèlement les institutions économiques et sociales nécessaires pour qu'ils fonctionnent sans à-coups et équitablement. ». Influence croissante des multinationales, affaiblissement de celle des syndicats, concentration du pouvoir et de l'argent, inégalités aggravées par le fait que de nombreuses décisions sont prises hors du cadre multilatéral (G7, Organisation pour la coopération et le développement économiques), faible transparence démocratique...

Bref, la direction actuellement suivie par la mondialisation suscite « de plus en plus de préoccupations », au Nord comme au Sud, car l'impact ne se limite pas aux pays en marge du processus mais touche également les pays en transition et les pauvres des pays riches. Pour rectifier la tendance, la commission énumère un certain nombre de propositions : mise en place de règles plus équitables en matière de commerce international, d'investissement, de finance et de migrations ; mesures pour promouvoir les normes fondamentales du travail et une protection sociale minimale ; contrôle parlementaire accru sur les institutions internationales car « les organisations doivent être davantage comptables vis-à-vis du grand public des politiques qu'elles appliquent ».

Les pays en développement notamment devraient être mieux représentés dans les institutions de Bretton Woods, et les méthodes de travail de l'OMC devraient permettre leur participation pleine et efficace. Enfin la commission propose un nouvel instrument opérationnel pour améliorer la qualité de la coordination des politiques des différentes organisations internationales, lorsque leurs mandats se recoupent et leurs politiques interagissent. La première initiative devrait viser la question de la croissance mondiale, de l'investissement et des créations d'emplois. Les organes compétents des Nations unies, la Banque mondiale, l'OMC et le BIT devraient y participer.

La gouvernance mondiale est en crise. Le rapport est formel. « Le monde est à un carrefour critique et il est



urgent de repenser nos politiques et nos institutions actuelles ».